

# EUROPÉANISER NOTRE RELANCE ÉCONOMIQUE

Par Laurence Daziano

Maître de conférences en économie à Sciences Po et membre du Conseil scientifique de la Fondation pour l'innovation politique. Spécialiste des pays émergents, elle est notamment l'auteure de trois notes publiées par la Fondation pour l'innovation politique :

- Repenser notre politique commerciale (janvier 2017)
- L'Urbanisation du monde. Une chance pour la France (juillet 2014)
- La Nouvelle Vague des émergents. Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique (juillet 2013)



Quel monde émergera après l'épidémie de coronavirus ? C'est la réflexion à laquelle l'initiative #EtAprès souhaite fournir des éléments de réponse. Le projet #EtAprès voit le jour dans le cadre d'un partenariat éditorial associant le média France Info, la Fondation pour l'innovation politique et Terra Nova. #EtAprès vise à susciter et à partager des idées, à confronter les réflexions sur l'après-crise du Covid-19.

Au-delà de ses effets sanitaires, la pandémie du Covid-19 va provoquer la récession mondiale la plus forte depuis 1945. D'ores et déjà, les conséquences économiques, industrielles, financières et sociales sont plus importantes et violentes que les crises de 1973 et 2008. Au cours des trois dernières semaines, près de 17 millions d'Américains, soit 10 % de la population active des États-Unis, se sont inscrits au chômage. L'endettement de la France devrait atteindre 115 % du PIB à la fin de l'année. Le recul du PIB pourrait dépasser plus de 10 % aux États-Unis et en Europe.

La capacité des pays européens à coordonner leurs politiques économiques est indispensable pour relancer la croissance de la zone euro, comme le montre l'accord qui vient d'être trouvé entre les ministres des Finances des vingt-sept pays de l'Union européenne pour un plan de soutien de 500 milliards d'euros.

La coordination doit se faire non seulement entre les politiques budgétaires des États membres mais également au niveau de la politique monétaire conduite par la Banque centrale européenne (BCE). Déjà, les Européens ont mobilisé massivement les dispositifs de chômage partiel, le financement du système de santé, les lignes de crédit et les garanties aux entreprises, ce qui représente environ 10 % du PIB européen.

Il est cependant nécessaire d'aller plus loin pour permettre à l'économie européenne de redémarrer rapidement après la crise :

- au niveau national, il faut éviter que les lignes de crédit de l'économie soient coupées, au risque de voir les faillites se multiplier, ce qui suppose de privilégier les baisses effectives d'impôts (impôts sur le revenu et de production) et d'avoir des garanties publiques permettant aux banques d'assurer le financement des entreprises ;
- la zone euro doit se doter d'un instrument commun, temporaire, de financement du système de santé et des projets d'infrastructures transfrontaliers. Cela permettrait de pallier la faiblesse du budget européen dans ces domaines (1 % de la richesse produite chaque année par les pays membres de l'Union européenne) ;
- les Allemands et les Néerlandais doivent faire un effort de solidarité dans une crise inédite, en contrepartie d'une discipline plus stricte des « pays du Sud » dans les prochaines années ;
- enfin, la BCE pourrait élargir son mandat d'intervention en déployant l'« hélicoptère monétaire » (*helicopter money*) pour les commerces et les entreprises fermées pendant plusieurs semaines et qui ne vont avoir aucun chiffre d'affaires. Cet hélicoptère monétaire est une forme de politique monétaire, pensée par l'économiste américain Milton Friedman afin de lutter contre la déflation en distribuant directement de l'argent aux ménages. Le concept pourrait être adapté par la BCE en vue de fournir des capitaux directement aux entreprises, ce qui leur permettrait d'endiguer le choc récessif puis de relancer l'économie, sans que cela pèse sur les finances publiques des États, ni sur l'inflation, en raison de l'extrême modération de cette dernière.

À moyen terme, il est par ailleurs indispensable de réfléchir à la relocalisation des industries stratégiques dans la zone euro, par exemple dans les secteurs pharmaceutiques ou numériques. La réflexion au niveau européen est la plus pertinente pour affirmer notre souveraineté et retrouver un sentier de croissance plus dynamique.